N° 122 — 20e Année

CINQ CENTIMES LE NUMÉRO

Vendredi 1er Mai 1908

RÉDACTION :
ROUBAIX, rue de la Concorde, 7, près la place du Trichon. — (Téléphone 051)
TOURCOING, rue Verte 56 (Téléphone 1570

Siège administratif :
Rue de Béthune, 27, à Lille
(Téléphone 97)

PRIX DES ABONNEMENTS :
Roubaix-Tourcoing :
Trois mois : 4 fr. 50. — Un an : 18 fr.
Nord et départements limitrophes
Trois mois : 5 francs. — Un an : 20 francs

L'AVENIR DE ROUBAIX-TOURCOING

Journal Républicain Quotidien

PRIX DES ANNONCES :
ANNONCES . . . 0 fr. 25 la ligne
RECLAMES . . . 0 fr. 50 —
FAITS DIVERS . . . 0 fr. 75 —
LOCALES . . . . 1 fr. » —

Les annonces seront reçues aux bureaux du journal ; à Paris, dans nos bureaux, 20, rue Taitbout.

TÉLÉPHONE
A ROUBAIX : N° 051 | A TOURCOING : N° 1570
A LILLE : N° 97

Les Élections Municipales

La lutte électorale devient plus passionnée à mesure que nous approchons du jour du scrutin. Et les renseignements que nous recevons des divers points des départements du Nord et du Pas-de-Calais nous montrent que partout nos amis républicains, radicaux et radicaux-socialistes luttent avec confiance et vigueur. D'ores et déjà le Parti radical est assuré de gagner un nombre assez important de municipalités. Même dans les communes encore inféodées à la réaction nos amis augmenteront leurs suffrages dans toutes, et ils feront passer dans beaucoup une minorité qui deviendra la majorité aux élections de 1912.

A Lille, la campagne se poursuit dans le même calme qui l'a caractérisée jusqu'ici. Nous avons rendu compte de la belle réunion tenue mardi par les radicaux à Fives. Une nouvelle réunion aura lieu ce soir vendredi à la salle Beudaert contour de l'Hôtel de Ville, sous la présidence de M. le sénateur Maxime Lecomte. Nous engageons vivement nos amis à y assister.

Nous avons dit les raisons qui ont déterminé le Parti radical à ne faire que des réunions privées. Non pas que nous redoutions la contradiction : notre Parti ne peut, au contraire, que gagner à confronter ses principes et son programme avec ceux de ses adversaires de droite et d'extrême-gauche.

Quand la liberté de réunion sera assurée, nous ne manquerons pas de convier les électeurs à des réunions publiques et contradictoires.

Mais, pour le moment, nous avouons que pour le boucan, les injures et les violences, nous ne sommes pas de force à lutter contre les collectivistes.

Aussi qu'arrive-t-il ? C'est qu'en même temps que les réactionnaires organisent comme nous des réunions privées, les collectivistes seuls annoncent des réunions « publiques et contradictoires. »

Et comme les électeurs savent que la contradiction n'existe que sur l'affiche, qu'elle ne se produit jamais, et qu'elle ne serait pas sérieusement tolérée, ils se désintéressent de ces réunions. C'est devant des auditoires de dix, de vingt personnes que les orateurs et candidats collectivistes sont réduits à parler. A la réunion de l'Alcazar, où Mm Delory et Chesquière ont pris la parole, on nous a assuré qu'il n'y avait pas cent auditeurs.

Aussi le *Réveil du Nord* qui, lors des précédentes élections, donnait toujours des comptes rendus aussi copieux que dithyrambiques des réunions socialistes, n'a-t-il soufflé mot de celles qui ont eu lieu au cours de la période électorale. Il a jugé plus prudent de n'en point parler.

Il y a là un indice certain que l'influence des collectivistes est en baisse sensible.

Un grand nombre de travailleurs qui les avaient jusqu'ici soutenus de leurs suffrages ne veulent plus les suivre dans leur orientation toujours plus accentuée vers les doctrines révolutionnaires et antipatriotiques. Ils déplorent que les violents et les extravagants y prennent une place chaque jour plus prépondérante, tandis que les hommes sérieux, comme J.-L. Breton, Paul Brousse, Rozier, comme M. Edouard Delesalle lui-même, sont tenus en suspicion, traités de faux-frères, mis en accusation et menacés d'exclusion.

Les Lillois ne veulent point, non plus, livrer de nouveau aux collectivistes l'administration et les finances de notre grande cité. Ils n'entendent point que se recommence la « lutte des places ». Et comparant la liste collectiviste et la liste radicale, ils constatent combien celle-ci est infiniment supérieure sous le rapport des capacités et de l'expérience des affaires publiques ; combien elle offre plus que la liste Delory de garanties d'une bonne gestion administrative et financière, économe des deniers des contribuables tout en assurant le développement et la prospérité de la ville de Lille.

Les collectivistes, dimanche, subiront donc, selon toute vraisemblance, un fort déchet au profit des candidats radicaux et radicaux-socialistes.

***

L'*Echo du Nord* est enfin sorti de son silence. Il a donné hier un vague signe de vie. Ah ! il ne s'est pas mis en frais d'imagination. Il ne s'est pas fatigué les méninges. Il nous a sorti, de nouveau, cette nouveauté que la liste radicale ne compte pas, que la lutte est circonscrite entre les révolutionnaires et les vrais républicains, ceux de l'*Echo*, de la *Dépêche* et de la *Croix !*

« La liste radicale, affirme-t-il gravement, est appelée à disparaître au second tour ».

Qu'en sait-il ? Est-ce que par hasard il aurait le don de seconde vue, et connaîtrait-il à l'avance et le résultat du scrutin — qui pourrait lui réserver de désagréables surprises — et ce que décideront la Ligue radicale et le Comité du *Progrès ?*

L'*Echo* serait bien étonné si c'était au contraire sa liste qui disparaissait au second tour.

Les luttes électorales nous ont montré parfois des choses plus extraordinaires.

***

L'*Echo* revient encore sur son rêve déçu des « trois-douze ». Il ne s'est pas encore consolé de l'échec de cette mirifique combinaison où il s'était flatté de marier la carpe et le lapin.

Et il se lamente ! Et il célèbre « la largeur de vues qu'il apporte dans la question électorale », et qui l'empêche de « mêler aux affaires municipales les mesquines préoccupations de parti. » Et il accuse « la stupide politique qui n'avait rien à voir dans la combinaison », et « l'intransigeance de certains comités radicaux. »

Tout cela est bel et bon. Mais l'*Echo* nous semble avoir la mémoire courte, à moins qu'il ne prenne les radicaux pour plus naïfs qu'ils ne sont.

A-t-il donc oublié le coup de M. Motte qui nous roula dans les grands prix, lors d'une élection sénatoriale, et fit nommer son ami Chatteleyn ? Ne se rappelle-t-il plus l'élection de M. Lozé ?

Les radicaux, eux, se souviennent.

Georges ROBERT.

La Politique

'Ah ! ah ! voici quelque chose de neuf ! Autant, du moins que le neuf soit possible aujourd'hui, attendu que nous avons souvent recours à des conceptions anciennes, abandonnées après expérience, parce qu'elles ne valaient pas cher.

C'est le cas pour l'idée magnifique dont on nous entretient, à propos de cette fameuse enquête sur le parlementarisme, dont je vous disais un mot récemment.

On voudrait rendre inéligibles, après un certain nombre d'années, les députés et les sénateurs, — et l'on pense que ce serait la meilleure manière de rehausser le niveau de nos assemblées.

C'est une bonne plaisanterie qui ferait surtout plaisir aux ambitieux et aux arrivistes, mais qui aurait pour effet de priver la démocratie de capacités éprouvées, consolidées par l'expérience.

Je comprends qu'on veuille garantir une nation contre des tendances de pouvoir personnel, en empêchant, par exemple, la réélection indéfinie d'un Président de République. Mais un député, un sénateur, ne peuvent porter ombrage à personne, sauf à ceux qui veulent prendre leur place.

Or, pour ma part, il me paraît plus sûr de confier mes affaires à l'honnête homme qui en a l'habitude et la connaissance, qu'à un nouveau venu, qui devra apprendre bien des choses avant de pouvoir me rendre service.

Ne s'est-on pas plaint, non sans raison, de la brièveté des fonctions des juges consulaires, et n'a-t-on pas déjà essayé de leur apporter plus de stabilité, dans l'intérêt bien entendu des justiciables ?

C'est la même chose pour les représentants du peuple.

Autrefois, les membres de l'Assemblée Nationale, dans un sentiment généreux déclarèrent qu'ils ne seraient pas éligibles à la Législative, et ce fut une lourde faute.

Ne revenons pas vers de pareils errements. Les électeurs ont toujours le dernier mot, et le vrai mode d'inéligibilité, c'est encore le suffrage universel qui peut l'appliquer, en ne renvoyant pas au Parlement des mandataires infidèles ou incapables.

Henry JAGOT.

ÉCHOS

Leurs Perruques

Un savant allemand a soumis à ses investigations érudites les cheveulres de teintes différentes.

Il constata, pour :

La blonde	140.418	cheveux
La brune	105.446	—
La noire	102.962	—
La rouge	93.740	—

Et pourtant, ces diverses chevelures ont à peu près le même poids. C'est que la différence du nombre est balancée par une augmentation d'épaisseur. Les statisticiens allemands ont un certain courage...

Bon truc

La vaccination n'est pas obligatoire en Espagne, aussi la population y est-elle réfractaire. Pour la propager l'alcade de Madrid a eu une idée de génie. Spéculant sur la passion du jeu qui est très vivace chez les Espagnols, il a institué une loterie qui devra durer plusieurs années. Et les personnes qui produiront le certificat de vaccination recevront les billets gratuitement.

Quelques définitions de la vie :

La vie est une culotte dont les bretelles sont l'espérance

La vie est un verre d'eau, qu'il faut avaler sucré

La vie est un oignon qu'on épluche en pleurant.

Les gains d'un médecin.

De « Nos Loisirs » :

« Fais-toi médecin, dit souvent le père à son fils. C'est un beau métier on gagne ce qu'on veut » Ah ! oui, « on gagne ce qu'on veut ». Croyez-moi et buvez beaucoup d'eau. Voici la réalité telle que l'exposait tout récemment un conférencier qui connaissait son sujet :

« Je prendrai d'abord comme exemple, a-t-il dit, M. le docteur X... devenu l'une des sommités du monde médical. A 78 ans, sa famille avait dépensé 50.000 fr. pour son éducation. La première année, il a gagné 650 fr. La 7e année 5100 fr. Et je vous parle là d'un homme hors ligne. — A Paris, il y a actuellement 2.600 médecins. Il y en a 40 qui gagnent de 8 à 300.000 fr., 50 gagnent 100.000 fr.; 50, de 50 à 100.000 fr.; 200, de 30 à 50.000 fr.; 20 de 20 à 30.000 fr.; et 1700 gagnent une moyenne de 3.625 fr.

En France, il y a 18.000 médecins qui gagnent 2.750 fr. en moyenne.

Ces chiffres sont malheureusement trop exacts. Pour un médecin qui réussit bien, et dont on parle, il y en 50 qui vivotent à grande peine malgré une infatigable activité, et un labeur interminable.

COMME L'« IÉNA »

CROISEUR JAPONAIS COULÉ

Deux cents victimes

Tokio, 30 avril.

L'émotion causée par la collision du « Matsu-Maru » et de l' « Hideyoshi-Maru », qui, le 23 mars dernier, fit près de trois cents victimes, n'est pas encore calmée, qu'un nouveau désastre vient de s'abattre sur le Japon.

Le croiseur-école « Matsu-Shima » a coulé dans la matinée, au large des Pescadores, par suite de l'explosion d'un projectile.

Les croiseurs « Hashidate » et « Hitsu-Shima » ont sauvé trente hommes de l'équipage.

On craint qu'il n'y ait plus de deux cents victimes, parmi lesquelles se trouverait le capitaine du « Matsu-Shima ».

Le sinistre est dû à une explosion dont la cause est inconnue

Tokio, 30 avril.

L'amiral Yoshimatsu, commandant les vaisseaux-écoles, annonce que l'explosion du Matsu-Shima » a eu lieu ce matin, à quatre heures huit, au mouillage de Makang.

Le vaisseau a sombré immédiatement. Le pont seul émerge au-dessus des eaux.

Les chaloupes des autres croiseurs ont sauvé 141 hommes dont quelques officiers. Plusieurs officiers n'avaient pas encore été sauvés au moment de l'envoi du rapport.

Le « Matsu-Shima », qui a un effectif de trois cents élèves-officiers, n'en avait à bord que cinquante-huit, dont les fils du maréchal Oyoma et du baron Chinda, secrétaire général du ministère des affaires étrangères. On craint que ces deux jeunes gens ne soient au nombre des victimes.

Le capitaine Yorhimori-Yashiro, commandant du « Matsu-Shima » a péri.

La cause de l'explosion est inconnue.

Sénateur et journaliste

Paris, 30 avril.

M. Charles Humbert, sénateur de la Meuse, a informé le président du Conseil qu'il désire lui demander à la tribune « quelles instructions le gouvernement compte donner à ses agents pour obliger un grand journal de Paris à observer les règles administratives imposées à tous les Français et à respecter la liberté individuelle comme l'inviolabilité du domicile de tous les citoyens ».

Il s'agit des faits suivants :

Hier matin, vers onze heures, M. Charles Humbert, accompagné de plusieurs témoins, se présentait au commissariat de police du quartier de l'Europe, et après avoir désigné un jeune homme qu'il tenait par le bras, faisait au commissaire le récit suivant :

« Voilà déjà plusieurs jours que je suis l'objet d'une filature incessante de la part de ce monsieur. Ce matin, mon domestique l'ayant pris en flagrant délit d'investigations indiscrètes, l'a conduit dans mon cabinet. Je vous l'amène à mon tour, afin qu'il fasse connaître devant vous ses nom et qualité. »

Le jeune homme ainsi interpellé déclara se nommer Henry Barby, rédacteur au « Matin ».

Le commissaire fit observer aux deux parties qu'il s'agissait d'une affaire d'ordre tout à fait privé, et qu'il ne pouvait légalement intervenir dans ce différend :

« Si M. Charles Humbert, a-t-il ajouté, croit être atteint d'une atteinte à la liberté individuelle et s'il estime qu'un préjudice lui a été causé, il n'a qu'à faire valoir ses droits. »

A propos de cet incident, le journal le « Matin » déclare que le rédacteur ainsi mis en cause était simplement chargé de photographier le sénateur de la Meuse.

NOUVELLES DE PARTOUT

PARIS

— Une délégation d'employés du Crédit minier est venue apporter au Ministère du Travail une pétition, se plaignant du chômage que va leur causer la déclaration de faillite prononcée contre cet établissement. Le directeur du cabinet a reçu cette pétition et l'a transmise après avis du Ministre du Travail à la Chancellerie.

— A la suite d'une démarche de M. Charles Humbert, sénateur de la Meuse, auprès de M. Clémenceau, celui-ci a autorisé pour la 3e fois, l'Union vélocipédique de France à organiser une grande épreuve qui portera le titre de « Le Grand Prix de la République ». Cette épreuve aura lieu les 13, 17 et 20 septembre, au Vélodrome du Parc des Princes.

— L'Union des Chambres syndicales des Bouches-du-Rhône adresse aux ouvriers un appel les invitant à chômer le 1er mai, afin de protester contre la non-application de la loi sur le repos hebdomadaire et le refus des patrons d'accorder la journée de 8 heures. Des mesures d'ordre ont été prises.

— Le directeur de l'Union Bank, de Londres, a remis le pli Lemoine, contenant le secret de la composition du diamant. Le pli a été envoyé au parquet de Paris.

— Les Sociétés touchées par la faillite du Crédit minier sont : 1° La Société du Crédit minier ; 2° Les Méraches Hella ; 3° Les Buissons Hella ; mais une partie de l'avoir de cette société a été déposée dans une autre banque ; 4° L'Union Franco-Espagnole ; 5° Les Mines de Laviana et d'Ese en Mines de Nerva.

— M. Chéron vient de nommer une commission chargée d'étudier les mesures à prendre pour que la reconnaissance des viandes malsaines puisse se faire d'une façon méthodique dans l'armée.

— Le couple Marchetti, impliqué dans l'affaire des faux moutayeurs d'Enghien, a été transféré à la Santé ; leurs complices seront aussi bientôt transférés dans cette ville.

— Le président du Conseil a eu, sur les affaires marocaines, une conférence avec M. Pichon, le général Picquart et le général Lyautey. Une dernière entrevue aura lieu samedi matin.

— Dans la soirée du 25 mars dernier, cinq mauvais sujets âgés de seize et dix-sept ans, attirèrent dans un terrain vague situé près du cimetière de Clichy, une petite fille de treize ans dont ils abusèrent d'une manière abominable. Ils avaient réussi à échapper aux recherches. Mais, la nuit dernière, ils ont été arrêtés.

— Dans un établissement mal famé, à Batignolles, où se réunissaient des individus de mœurs douteuses, 27 arrestations ont été opérées et 16 maintenues ; ces derniers sont des jeunes gens mineurs. Le tenancier sera poursuivi.

FRANCE

— On annonce de Brest que le croiseur « Léon-Gambetta », qui conduira le Président de la République en Angleterre, sera accompagné par deux contre-torpilleurs de l'escadre du Nord et par l'aviso « Ibis » de la station de la mer du Nord.

— Une étincelle lancée par la locomotive d'un train des Chemins de fer de l'Etat, a allumé un incendie dans une forêt de pins près de Corignac (Charente). Cinq hectares de bois ont été brûlés.

ETRANGER

— Le conseil de l'ordre des avocats de Berlin a refusé de rayer du tableau M. Liebknecht, condamné comme on sait par la cour de Leipzig à un an et demi de forteresse pour haute trahison, à cause d'une brochure dans laquelle il avait exposé ses idées contre le militarisme.

— M. Giolitti et M. de Bülow se sont entretenus au cours de leur entrevue, des questions qui intéressent les deux nations. Leur entretien a permis de constater leur accord parfait sur toutes les questions.

— Il se confirme que l'empereur Guillaume a donné l'ordre d'éloigner le monument de Henri Heine que la défunte impératrice d'Autriche Elisabeth avait fait établir dans son enthousiasme pour le grand poète dont l'amère ironie était si sympathique à son cœur désenchanté.

— Le congrès maçonnique réuni à Rome pour examiner la conduite des députés franc-maçons dans la question de l'enseignement religieux, a décidé de faire le procès de huit députés, dont M. Fortis, ancien président du conseil. On croit très probable leur exclusion définitive de la franc-maçonnerie.

— Le bruit s'accrédite à Berlin que l'entrevue du roi Edouard et du tsar Nicolas II aura lieu peut-être dès la semaine prochaine. Mais on ne sait pas encore où les deux souverains se rencontreront.

— En Egypte, Farid bey, chef du parti national, a présenté au cabinet khédivial les pétitions demandant une Constitution et qui portent 40.000 signatures.

CHRONIQUE ÉLECTORALE

A LILLE

La Réunion de ce soir

SALLE BEUDAERT

Nous rappelons à nos amis républicains, et en particulier aux membres de la Ligue radicale et radicale-socialiste et du Comité Lillois du *Progrès du Nord*, qu'une grande réunion aura lieu ce soir vendredi à 8 h. ½, salle Beudaert, contour de l'Hôtel-de-Ville.

Nous les engageons vivement à y assister et à y amener leurs amis.

La réunion sera présidée par M. Maxime Lecomte, sénateur, président du Comité Lillois du *Progrès du Nord*.

Les candidats du Parti radical et radical-socialiste y exposeront leur programme.

La réunion étant privée, on n'y sera reçu que présenté par un membre de la Ligue radicale ou du Comité du *Progrès*.

NOS CANDIDATS

M. GAHIDE ALFRED

Voyageur de commerce

Habite Saint-Maurice depuis 25 ans, président et fondateur de l'Amicale Dupleix, Association des A. E., ainsi que du Tir Dupleix, une des plus belles sociétés de la région du Nord.

Président d'un groupe des voyageurs et représentants du commerce et de l'industrie.

Vice-président de la « Solidarité de Fives-St-Maurice », commissaire général adjoint de l' « Université populaire », membre du Comité du Denier des écoles laïques; membre du Comité de la Jeunesse républicaine; membre de l'Avenir du Prolétariat; membre de plusieurs sociétés mutualistes très importantes de Lille; délégué au Congrès radical en 1905 à Paris, en 1906 à Lille et en 1907 à Nancy; délégué de l'Union des Sociétés de Tir de France. Promu officier d'académie à l'inauguration du lycée Fénelon, lors des fêtes universitaires de 1907. M. Gahide jouit à juste titre parmi les membres des Associations d'anciens élèves d'une réputation de citoyen actif, dévoué et plein d'initiative. De caractère aimable, d'esprit tolérant, il compte de fort nombreux amis dans tous les partis. Au conseil municipal il sera certainement un des membres les plus ardents à défendre les intérêts de ses commettants.

M. FRANÇOIS DELEMER

Architecte

Né à Lille en 1860, débuta aux écoles académiques de Lille où ses travaux lui valurent, au concours départemental et de la ville de Lille, la bourse lui permettant de continuer ses études à l'Ecole des Beaux-Arts de Paris. Ses succès dans les concours de l'Ecole et de l'Institut, au concours du Grand-Prix de Rome où deux fois logiste il obtint à son retour à Lille, en 1888, la nomination temporaire d'inspecteur des bâtiments civils, attaché à la construction de l'Ecole des Arts et Métiers de Lille.

Tour à tour professeur d'architecture de la ville de Tourcoing et de l'Ecole des Beaux-Arts de Lille, il fut chargé de la reconstruction de l'église St-Sauveur, de la Bibliothèque universitaire, de la Maison des Etudiants de l'Etat, ainsi que d'importantes habitations particulières, met son savoir à titre honorifique pour la décoration de la place de la République et place Richebé pour l'inauguration du monument Faidherbe, en collaboration avec Boutry, grand-prix de Rome, aux monuments de Thys, Dareq et Gaubert.

Membre de la Société des Architectes du Nord de la France, membre honoraire de la Société mutuelle des Employés de l'entreprise et du bâtiment de la ville de Lille et de son arrondissement, est nommé en 1907 officier d'académie.

C'est en somme une des personnalités marquantes de la cité.

M. A. CAPON-BAYART

Ancien brasseur, fils de cultivateur, est très populaire à Lille et surtout dans le quartier St-Sauveur, qu'il a toujours habité et où il fut un des fondateurs des cantines scolaires gratuites. Il dirigea cette œuvre jusqu'au temps où la ville la reprit à son compte. Il a fait partie de maintes sociétés populaires et est depuis plus de vingt ans trésorier-fondateur des Artistes Lillois (beaux-arts).

M. Capon-Bayart a toutes les voix des radicaux Lillois, joindra celles de son vieux quartier. Tout St-Sauveur votera pour lui.

M. S. HAYEM

M. S. Hayem, négociant, est né en 1900. Depuis plus de trente ans il a collaboré à toutes les œuvres républicaines ayant pour but l'instruction et l'amélioration du sort des humbles. Membre du Comité exécutif du Parti radical, trésorier de la Ligue radicale et radicale-socialiste de Lille, il s'est consacré spécialement à l'Université populaire où son dévouement inlassable a contribué à la prospérité croissante de cette société. M. Hayem est l'obligeance personnifié; toujours prêt à rendre service il ne compte que des amis dont les suffrages lui assurent une belle majorité.

A LOMME

Réunion contradictoire inattendue

Jeudi soir, à 8 heures ½, a eu lieu, à Lomme, à l'estaminet des Sapeurs-Pompiers, près la Mairie, une réunion organisée par les réactionnaires. Les électeurs radicaux et socialistes s'y sont rendus.

Les réactionnaires effarés de cette arrivée n'ont pas constitué de bureau et en fin de séance ils se sont retirés sans avoir même essayé de faire adopter un ordre du jour.

Nous rendrons compte demain de cette très intéressante réunion qui a été un triomphe pour nos amis et leur a donné la certitude de la défaite de leurs adversaires pour le 3 mai prochain.

A HELLEMMES

Un bluff de plus

Il était bien évident qu'une campagne électorale commencée par un bluff, continuée par une série de bluffs, devait nécessairement se terminer par un bluff.

Cette démonstration vient d'être faite brillamment par le citoyen Krebs qui, prenant les allures et les gestes d'une jeune première recevant des bouquets de fleurs, salue à droite et à gauche avec le doux sourire dont les photographes de banlieue ornementent les portraits artistiques de leur clientèle.

Il paraît que le citoyen Krebs (Marcellin pour Bistouille et les intimes) a reçu « l'aval d'un groupe de radicaux sincères » sur la déplorable politique suivie par M. O. Fanyau.

Il les remercie d'avoir fait remarquer que « l'étrange radical Fanyau compromet gravement son parti en ne se conformant pas aux décisions du congrès de Nancy qui préconise toutes les alliances à gauche. »

Le citoyen Krebs n'est-il pas un peu malade ?

Electoralement il l'est, nous le savons, mais cérébralement, le chef du parti collectiviste hellemmois doit avoir les parties internes du crâne labourées par une araignée dont les pattes sont tournées vers la voûte céleste.

Comment, il reproche à la Municipalité sortante de ne pas avoir fait alliance avec lui, Krebs, et avec ses amis ?

Ce ne serait même plus l'alliance incestueuse de la carpe et du lapin, ce serait la conjonction de bons et naïfs gogos avec une collection de roublards n'ayant pas d'autres préoccupations que de mettre leurs prisonniers et associés en salade et de les manger à la croque au sel.

Le citoyen Krebs étonné de voir M. Oscar Fanyau rechercher des alliés autre part que dans les rangs collectivistes, louche vers « les radicaux sincères » qui lui ont donné spontanément leur avis et il les remercie en ces termes émus :

« Le citoyen Krebs est touché de la marque que viennent de lui donner les radicaux et radicaux-socialistes et leur promet dans l'avenir tout son concours pour le triomphe de la République démocratique et sociale **dont ils désirent loyalement l'avènement.** »

Voit-on d'ici des radicaux sincères désirant loyalement la République telle que la rêvent le citoyen Krebs et ses amis ?

Les conçoit-on attendant le concours du collectiviste Krebs pour assurer l'avenir et le bonheur du peuple ?

Quelle est cette nouvelle blague imaginée par le « Combat » qui, à bout de souffle, en est à inventer de pareilles-sornettes.

La vérité est, citoyen, que le parti radical n'a pas de pire ennemi que le collectiviste qui se recrute dans ses rangs et leurre les ouvriers en leur faisant entrevoir une amélioration considérable à leur sort, alors que jusqu'à présent les élus de la sociale n'ont jamais songé, en bons égoïstes, qu'à améliorer leur situation personnelle.

Ce n'est pas une vérité d'hier que la manne céleste tombe exclusivement sur les élus du parti, jamais sur leurs électeurs.

Pendant leur séjour à la Maine d'Hellemmes, les collectivistes attablés autour de l'assiette au beurre ont conservé le leurre pour eux jusqu'à lécher les bords et le tréfond de l'assiette, afin qu'il ne s'en éparpille pas au dehors.

Les camarades pouvaient avoir faim, les édiles de la commune, en tout cas, n'avaient jamais soif.

Le Samos et le Banyuls dont ils s'arrosaient le gosier avec d'autant plus d'abondance que cela ne leur coûtait rien, ruisselaient à flots et nos gaillards qui se servirent de ces jours heureux, voudraient bien les voir revenir.

C'est un désir que ne partageront certainement pas les contribuables qui savent quel trou a été fait dans le budget municipal par nos joyeux lurons.

Bien que cela ne les gênât guère, les collectivistes pensèrent un jour qu'il y aurait peut-être lieu de créer de nouvelles ressources pour payer les extravagances de leur administration.

L'un d'eux eut à ce sujet une idée géniale :

— Si nous supprimions la subvention de l'Harmonie et de la Chorale municipale, proposa-t-il ?

— Bravo, supprimons la subvention, répondirent les copains.

— On pourrait peut-être aussi supprimer les allocations données pour le chauffage et l'éclairage des instituteurs et institutrices, proposa un autre conseiller.

— Bravo, *supprimons.*

— Et puis, il y a le directeur de l'école des garçons. M. Féron, qui ne manifeste aucune admiration pour nous, si nous lui supprimons son traitement ?

— Bravo, accordé.

—Supprimons aussi les subsides du Bureau de Bienfaisance. Ils nous embêtent tous ces loqueteux qui demandent tout le temps à boulfer sur le compte de la commune.

— Supprimons les subsides, supprimons tout... excepté nous, bien entendu.

Alors Krebs prit la parole et dit :

— Puisque nous faisons de si belles économies, si vous me voliez huit cents francs de traitement, ça me ferait bien plaisir.

— Accordé, les huit cents francs.

Et ailliez donc ! après nous le déluge.

Il était véritablement temps de mettre un frein aux fantaisies échevelées de nos gaillards et d'arracher de leurs mains la direction des affaires communales.

En se souvenant du jour heureux où les mettaient les contribuables d'Hellemmes en coupe réglée, nos collectivistes tentent de nouveau de ressaisir avec l'assiette au beurre, la bouteille de Samos par le goulot.

Dans quarante-huit heures, les électeurs leur diront ce qu'ils en pensent.

JEAN D'HELLEMMES.

A pleine pelle

« Le Combat » journal à la dévotion de M. Krebs, a paru exceptionnellement, hier jeudi.

Jamais torchon de basse taverne n'a été rédigé dans une langue pareille. Ce n'est même plus de l'injure, c'est de la honte qui s'étale, c'est de l'immondice placée sous les nez des électeurs.

Les épithètes de vieille crapule, d'immonde coquin, de dernière des canailles, agrémentent cette littérature destinée à l'appréciation du corps électoral.

Afin de donner une idée du ton de l'article, citons ce court extrait :

« Si M. Jean d'Hellemmes veut essayer de venir me mettre sa muselière, je lui foutrai dans la gueule un bouchon qui l'étouffera. »

L'article en question est signé du nommé J. Thieffry, destiné à devenir le futur secrétaire de la Mairie d'Hellemmes, dans le cas où son patron Krebs ferait sa rentrée à l'Administration communale, un vocabulaire poissard sous le bras gauche et une cravache dans la main droite, afin de fouailler congrûment les contribuables récalcitrants.

Et ce qu'il y a de prodigieusement comique, c'est que ce même « Combat » faisant une comparaison entre l'ancien Maire collectiviste et le Maire actuel, M. Fanyau, dit :

« M. Fanyau reçoit d'une façon impérative ; Krebs reçoit courtoisement et les électeurs vont le voir à cause de son accueil toujours cordial. »

La littérature d'égout dont le citoyen Krebs use à notre égard nous donne une idée de sa courtoisie et de sa cordialité.

Il ressemble à ses amis qui parlent, dans le « Combat », le langage des mufles.

Personne toutefois n'a dépassé en grossièreté le sieur J. Thieffry, l'homme au bouchon pour muselière.

Nous ne suivrons pas ce dernier sur le terrain de la basse injure. Le répertoire des boueux ne fait pas partie de notre vocabulaire.

Nous nous bornerons à constater que pas une réponse précise n'a été faite à nos articles. On n'a trouvé comme argumento que la basse injure.

Cela suffit peut-être aux membres de l'ancienne Municipalité collectiviste.

Nous doutons que cela soit du goût des électeurs qui ont le droit d'y voir clair et d'apprécier les actes administratifs de leurs mandataires autrement que sous la forme cabrouffeuse de qualificatifs violents et d'injures torrentielles.

A dimanche, Messieurs, et, puisque vous vous êtes si copieusement servis de la pelle, attendez-vous à en ramasser une de première grandeur.

Ce sera le suffrage universel qui se chargera de vous servir, pour vous récompenser selon vos mérites.

J. d'H.

A MONS-EN-BARŒUL

Citoyens,

Nous venons, en hommes dévoués et sincèrement désintéressés solliciter vos suffrages lyrhoboïdiens aux Elections municipales du 3 mai.

Au point de vue politique, nous nous réclamons du Parti radical et radical-socialiste. Si nous sommes les ennemis déclarés des partis réactionnaires, nous le sommes également du parti révolutionnaire collectiviste. Nous répudions énergiquement leurs doctrines dangereuses et subversives qui ne tendent rien moins qu'à la suppression de la propriété individuelle, de l'armée et de la Patrie.

Au point de vue communal, nous nous efforcerons de réaliser les réformes suivantes :

Point de délibérations secrètes prises dans des réunions préparatoires faites en dehors de la Mairie, mais le grand jour de la discussion dans la salle des séances même, laissant à chaque conseiller la liberté de son opinion.

Budget communal. — Etude d'une répartition plus équitable des charges des contribuables. Un tableau semestriel des dépenses effectuées dans la Mairie, permettra à chaque contribuable de rendre compte que pas un centime n'aura été dépensé sans en connaître ses destinataires exacts.

Hygiène et voirie. — Application stricte de la loi du 15 février 1902. — Assainissement et canalisation de l'éclairage. — Réglementation du roulage et de l'entretien de toutes les voies de la Commune. — Création d'une place publique.

Enseignement. — Les Ecoles doivent rester toute notre sollicitude. Nous ne ménagerons rien pour mettre les élèves dans les meilleures conditions matérielles possibles, [illegible] attention intellectuelle.